



COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Cadre financier pluriannuel 2028-2034 et PAC : une véritable provocation pour les agriculteurs européens !

Paris, le 16 Juillet 2025

Alors que la Politique agricole commune a longtemps constitué le ciment de la construction européenne, la proposition de la Commission européenne de restructurer profondément le Cadre financier pluriannuel 2028-2034 marque un désengagement clair de l'Union européenne vis-à-vis de sa seule véritable politique commune. Une telle décision serait d'autant plus incompréhensible que l'UE est confrontée à des défis majeurs auxquels l'agriculture peut apporter des réponses concrètes : souveraineté alimentaire et énergétique, lutte contre le changement climatique, vitalité des territoires ruraux.

Une délégation de la FNSEA, menée par son président Arnaud Rousseau, accompagnée de Jeunes Agriculteurs, a participé ce jour à Bruxelles à une marche symbolique aux côtés des syndicats agricoles européens du COPA-COGECA. Ensemble, ils ont alerté la Commission sur les conséquences d'un tel projet pour l'avenir de la PAC.

Les déclarations de la Commission confirment les pires craintes des syndicats agricoles européens. Déjà, la fusion des deux piliers de la PAC dans un fonds unique constituerait une dilution pure et simple du budget agricole, et ferait peser à elle seule un risque budgétaire majeur sur l'agriculture européenne, soumise aux arbitrages variables des États membres. Mais en plus de cela, la Commission propose de réduire de 20% le budget dédié à la PAC, soit une baisse beaucoup plus importante en réalité si l'on prend en compte l'inflation.

A cela s'ajoute un projet de réforme de la PAC qui ne porte aucune ambition économique pour l'agriculture européenne ! Le nouveau cadre de performance envisagé est en effet dominé par des indicateurs environnementaux, sans aucun objectif clair en matière de production, de compétitivité ou de souveraineté alimentaire.

Alors que la simplification devait être au cœur des orientations de l'Union, cette proposition remettrait totalement en cause l'architecture environnementale mise en place en 2023 : financements, dispositifs, objectifs... tout serait bouleversé.

Par ailleurs, la Commission envisage de rendre obligatoire une dégressivité des aides, totalement déconnectée des réalités économiques des exploitations. Une telle mesure fragiliserait profondément le modèle agricole familial en France comme en Europe. Ce serait tout simplement du sabotage.

Face à ces propositions, la FNSEA s'interroge : où est passée la vision du Commissaire Hansen ? Celle d'une agriculture stratégique, porteuse d'un avenir où compétitivité et durabilité seraient réconciliées, et au cœur du projet européen pour garantir la sécurité alimentaire du continent ?

« On nous avait promis des consultations. On nous avait promis des évolutions. Nous ne récoltons aujourd'hui que des provocations ! J'appelle la présidente de la Commission, Madame Von der Leyen, à retrouver la raison et à revoir sa copie. Et j'invite le Commissaire Hansen à peser de tout son poids pour inverser la tendance. Sans quoi, si la Commission persiste à se boucher les oreilles, nous reviendrons à Bruxelles pour nous faire entendre plus fort » déclare Arnaud Rousseau, président de la FNSEA.

CONTACT PRESSE :

Guillaume Papin

guillaume.papin@reseaufnsea.fr

06 16 62 38 95

